

Sur le plan régional, nous allons continuer d'avoir recours à des arrangements comme l'Accord de libre échange (ALE) et l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) pour servir, avec efficacité et rapidité, nos intérêts en matière de commerce et d'investissement. Nous allons appliquer avec vigueur le nouvel ordre du jour de la politique commerciale - investissements, commerce des services, protection de la propriété intellectuelle - afin d'aider l'industrie canadienne à devenir plus concurrentielle.

Mais cette prospérité que nous recherchons doit aussi être durable. Notre bien-être économique, notre niveau et notre qualité de vie dépendent de notre capacité à protéger l'environnement et ses ressources, non seulement pour nous-mêmes, mais également pour les générations à venir.

Trouver un juste milieu entre les impératifs économiques et environnementaux pour assurer un développement durable constituera un défi pour les pays aussi bien développés qu'en développement. La diversité des conditions économiques, l'adoption de pratiques de développement durable et le partage multilatéral des ressources et des responsabilités mondiales exigeront de nouveaux régimes de coopération internationale, et cela ne sera pas facile, compte tenu de la disparité des intérêts en jeu.

Renforcement de la démocratie et respect des valeurs humaines

Le troisième grand axe de la politique étrangère du Canada, qui est peut-être le plus complexe, concerne le renforcement de la démocratie et le respect des valeurs humaines.

La nouvelle tendance à l'acceptation de valeurs démocratiques universelles, qui se fait jour à l'échelle internationale, est loin d'être vraiment implantée. Aujourd'hui, Journée internationale des droits de la personne, nous tenons à souligner que nos actes et les instruments politiques dont nous disposons, notamment l'aide au développement, continueront d'appuyer et de favoriser cette tendance.

Dans le discours qu'il a prononcé au début de l'automne à l'Université Stanford, le Premier ministre n'a laissé aucun doute quant à l'appui qu'il accorde aux nouvelles démocraties. Il a en effet déclaré que «nous devons reconnaître que chaque personne possède certains droits fondamentaux et nous rendre compte que la communauté internationale doit parfois intervenir pour défendre ces droits». En annonçant une série de mesures visant à appuyer le développement démocratique et économique dans toute la région de l'Europe centrale et orientale et de l'ancienne URSS, le Premier ministre a défini l'énormité du défi que devront relever le Canada et le monde entier. «La tâche qui nous attend en Europe de l'Est, en Afrique et ailleurs - est colossale; elle consiste à créer une communauté de valeurs démocratiques universelles.»